

EN bref

Genre et sécurité alimentaire

La persistance de la faim et de la malnutrition constitue un problème qui affecte des millions de personnes à travers le monde, dont une majorité de femmes et de filles. L'insécurité alimentaire et nutritionnelle est un problème politique, économique et environnemental ; mais c'est avant tout un problème de justice de genre. Les inégalités flagrantes entre femmes et hommes sont en effet à la fois une cause et un résultat de leur accès inéquitable à la nourriture, à sa consommation et à sa production. Aujourd'hui, et de plus en plus, au niveau des politiques, le rôle des femmes est reconnu essentiel à la sécurité alimentaire et nutritionnelle ; ces politiques ont néanmoins tendance à insister sur l'augmentation de la capacité productive et économique des femmes. Ce n'est pourtant là qu'une solution partielle, qui ne s'attaque pas aux inégalités femmes-hommes bien enracinées qui empêchent de nombreuses femmes et filles de vivre une vie accomplie, d'où seraient bannies la faim, la pauvreté et la discrimination.

Dans la présente parution, *En Bref* défend l'idée que s'attaquer aux injustices de genre et doter les femmes d'une véritable autonomie, ce n'est pas seulement un prérequis fondamental de l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Il faut considérer la question comme un objectif en soi. *En Bref* présente en vision préliminaire une sécurité alimentaire et nutritionnelle équitable du point de vue du genre, en plaçant le droit à la justice, alimentaire

d'une part, entre femmes et hommes d'autre part, au centre de toutes les interventions. Deux études de cas, produites en collaboration avec des actrices et acteurs de la sécurité alimentaire, fournissent des exemples d'interventions porteuses de transformations des relations femmes-hommes. La première se déroule en Inde ; la seconde auprès de communautés Maya Chorti. Chacune de ces expériences est une source d'inspiration.



Genre et sécurité alimentaire : vue globale

En quoi la sécurité alimentaire et nutritionnelle est-elle un problème de genre et de droits ? Comment mieux atteindre l'objectif de l'alimentation et de la nutrition pour tous et toutes ?



Le droit à la nourriture au Gujarat : comment, de l'organisation au niveau local, parvenir au changement au niveau national

Comment l'activisme de groupes locaux de femmes a-t-il contribué à faire voter au niveau national une législation relative à la sécurité alimentaire qui soit sensible au genre ?



Les Maya Chorti : une approche femmes-hommes équitable pour s'attaquer à l'insécurité alimentaire

A quoi ressemble, dans la pratique, une approche de la sécurité alimentaire qui soit à la fois équitable du point de vue du genre et valable du point de vue écologique ? Quels enseignements en tirer ?

Genre et sécurité alimentaire : vue globale

Alyson Brody



Femme rurale montrant du riz offert par le Gouvernement japonais au Gouvernement népalais et distribué par la Nepal Food Corporation (NFC) à Gamgadi, district de Mugu, Népal

Photographie : Basudha Gurung

“Une sécurité alimentaire et nutritionnelle équitable du point de vue du genre signifie un monde libéré de la faim, où les femmes, les hommes, les filles et les garçons ont un accès égal à une nourriture nutritive, saine, ainsi qu’un égal accès aux moyens de production, de vente et d’achat de produits alimentaires. C’est un monde où se trouve réalisé le droit de tous et toutes à la nourriture.”

En quoi la sécurité alimentaire est-elle une question de justice de genre ?

Il y a dans le monde plus de nourriture qu’il n’en faut pour nourrir chaque personne. Et pourtant, selon les estimations, il semble qu’entre 2012 et 2014, environ 805 millions de personnes, dont au moins 60% étaient des femmes et des filles, souffraient de malnutrition chronique extrême (Food and Agricultural Organisation – FAO 2014 ; Programme Alimentaire Mondial – PAM 2009). Une corrélation forte a été démontrée entre inégalité femmes-hommes et insécurité alimentaire et nutritionnelle. Les besoins alimentaires et nutritionnels des femmes elles-mêmes – et souvent, ceux de leurs filles – sont négligés au niveau des ménages, où règnent des normes sociales et culturelles discriminatoires. Par exemple, en dépit d’une croissance économique rapide en Inde, de nombreuses femmes et filles ne jouissent pas d’une sécurité alimentaire et nutritionnelle, ce qui est le résultat direct de leur statut inférieur à celui des hommes et des garçons. Bien qu’elles constituent la majorité des producteurs d’aliments dans le monde, les femmes n’ont qu’un accès limité aux marchés locaux et mondiaux. C’est aussi elles qui sont les plus désavantagées par les processus

économiques mondiaux inéquitables qui gouvernent les systèmes alimentaires et par la volatilité croissante des prix des produits alimentaires. A ceci s’ajoutent l’accès limité des femmes et des filles aux ressources productives, à l’éducation et au pouvoir de décision, leur charge ‘normalisée’ de travail non rémunéré – y compris les soins aux plus faibles – et les problèmes endémiques de violence basée sur le genre (VBG), ainsi que du VIH/SIDA.

L’approche ‘sécurité alimentaire’ garantit-elle la nourriture pour tous et toutes ?

Pour s’attaquer à la faim et à la malnutrition, on utilise généralement l’approche ‘sécurité alimentaire’ selon la définition de la FAO, qui est la plus largement acceptée :

‘La sécurité alimentaire [sera réalisée] aux niveaux des personnes et des ménages, aux niveaux national, régional et mondial lorsque chacun-e, à tout moment, jouira de l’accès physique et économique à une alimentation suffisante, saine et nutritive qui lui permette de satisfaire ses besoins diététiques et ses préférences alimentaires, et ainsi de mener une vie active et saine.’ – FAO 1996

Cette acception de la sécurité alimentaire et nutritionnelle est soutenue par les quatre ‘piliers’ que sont **la disponibilité, l’accès, l’utilisation et la stabilité** de la nourriture. On défend l’idée que la sécurité alimentaire pour tous et toutes sera réalisée lorsque ces piliers auront été convenablement assurés. Cependant, il est rare que ces cadres soient suffisamment sensibles au genre pour garantir que la sécurité alimentaire devienne une réalité universelle.

Par exemple, la préoccupation actuelle des politiques (augmenter la **disponibilité** des aliments) s'accomplit à travers des stratégies à court terme qui consistent à distribuer de l'aide alimentaire, et des stratégies à plus long terme qui visent à augmenter les réserves de nourriture par une production agricole intensive. Les décideurs politiques incluent davantage les femmes dans ces stratégies, en investissant dans des petites exploitations agricoles féminines, ou en assurant la promotion de femmes rurales productrices, considérées jusqu'ici comme des ressources 'inexploitées'. Les décideurs commencent aussi à reconnaître la nécessité de s'attaquer à l'accès inégal des femmes aux ressources productives comme la terre et l'eau.

Ce sont là des mesures extrêmement bénéfiques. Cependant, elles ne sont pas suffisamment poussées, et risquent d'instrumentaliser les femmes : en effet celles-ci ne seraient plus qu'un moyen d'atteindre une plus grande efficacité. Ces mesures ne le prennent pas en compte, mais l'habilitation économique n'est qu'une partie de la solution. Si elles ne s'attaquent pas aux racines de l'inégalité entre femmes et hommes, les approches actuelles risquent d'exacerber le problème de la gratuité et de la non reconnaissance du travail que fournissent déjà les femmes. Il est alors probable que les cycles de la discrimination selon le genre se perpétuent, et avec eux l'injustice qui régit les relations femmes-hommes, la pauvreté et l'insécurité alimentaire.

Ce sont généralement les femmes et les filles qui mangent le moins, et elles ne mangent qu'après les membres masculins de leur famille. En conséquence, pour s'attaquer au problème de l'**accès** des personnes à la nourriture et à la nutrition, il faut une approche politiquement plus engagée, qui s'attaque aux dimensions genre de la pauvreté, aux rapports de forces et aux normes inéquitables de genre, y compris au sein du ménage.

Le pilier **utilisation**, c'est-à-dire la question de savoir dans quelle mesure l'alimentation correspond aux besoins nutritionnels, est important, étant donné que la majorité des personnes sous-alimentées dans le monde sont des femmes et des filles. Cependant, l'accent mis par des politiques de haut niveau sur la production agricole ne répond pas à la nécessité de réaliser des résultats nutritionnels au niveau des individu-e-s et des ménages.

Les systèmes alimentaires inéquitables, peu durables, entretiennent l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Ils créent en effet une dépendance croissante par rapport à l'importation de produits alimentaires à des prix sans cesse en inflation. Ils réduisent également la capacité locale à produire des aliments adéquats, appropriés et nutritifs. Le changement climatique, les conflits et autres crises constituent des facteurs additionnels qui ont un impact sur la **stabilité** de la production, la distribution et la consommation des aliments, et ce sont généralement les femmes et les filles qui en subissent les impacts de façon disproportionnée. Par exemple, les femmes font souvent fonction 'd'amortisseurs' en temps de crise : elles restreignent leur propre consommation d'aliments pour permettre aux autres de manger.

Clairement, ce qui fait défaut dans la définition de la sécurité alimentaire et des '4 piliers', c'est une approche en termes de genre, de droits humains et de droit universel à l'alimentation, qui prenne en compte les violences de genre, les charges non rémunérées des femmes en matière de soins et l'épidémie du VIH/SIDA. Ainsi, la manière la plus courante de concevoir la sécurité alimentaire est apolitique ; de ce fait, les réponses politiques sont insuffisantes. Dès lors il devient impossible de transformer les inégalités entre les femmes et les hommes, et de réaliser le droit de tous-tes à l'alimentation.

Que faut-il changer pour assurer une sécurité alimentaire équitable en termes de genre ?

C'est la conception même de la sécurité alimentaire qu'il faut changer. Il est urgent de travailler collectivement à une vision mondiale d'une sécurité alimentaire équitable pour les femmes et les hommes, qui soit basée sur la justice de genre et le droit inaliénable à l'alimentation. Cette vision a déjà été formalisée à travers des cadres internationaux (voir la 'vision préliminaire' dans l'encadré ci-dessous).

Vision préliminaire : à quoi ressemblerait une sécurité alimentaire et nutritionnelle équitable du point de vue du genre ?

Une sécurité alimentaire et nutritionnelle équitable du point de vue du genre, c'est un monde qui ne connaîtrait pas la faim, où les femmes, les hommes, les filles et les garçons auraient un accès égal à une alimentation nutritive, saine, ainsi qu'un accès égal aux moyens de production, de vente et d'achat de nourriture. C'est un monde où est réalisé le droit de toute personne à l'alimentation. C'est aussi un monde sans violences de genre, où les rôles, les responsabilités, les opportunités et les choix attribués aux femmes et aux hommes (y compris ceux concernant les soins non rémunérés et la fourniture d'aliments) ne sont pas prédéterminés à la naissance mais peuvent, là où c'est possible, être développés selon les capacités et les aspirations de chaque individu-e. Enfin, c'est un monde où les pays sont équipés pour produire suffisamment de nourriture pour leur propre population, grâce à des processus écologiquement valables, tout en étant capables de prendre part à des systèmes mondiaux et régionaux de commerce des produits alimentaires qui soient équitables en termes de genre.

Pour réaliser cette vision, il faut placer les droits, les besoins et les réalités de *chaque personne* au centre des interventions en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Les réponses politiques à la faim et à la malnutrition ne doivent pas seulement promouvoir l'accès des femmes aux ressources productives, elles doivent également contribuer au changement social et économique. L'initiative d'Oxfam, baptisée Leadership Économique des Femmes, est un bon exemple : les femmes paysannes, par le biais de collectives agricoles féminines, ont augmenté leur production, mais elles ont aussi acquis du pouvoir et développé une meilleure estime d'elles-mêmes.

Dans ce processus de recadrage, il est vital de s'attaquer aux systèmes alimentaires et économiques inéquitables, écologiquement peu durables, qui contribuent à la faim et la malnutrition dans le monde. Il faut créer, au niveau des politiques, une meilleure cohérence entre genre, agriculture, commerce, nutrition, santé et autres domaines pertinents. Mettre en pratique les principes qui sous-tendent cette vision demande des ressources et du temps. Néanmoins, il existe de nombreux exemples locaux, nationaux et régionaux qui sont à la fois des sources d'inspiration et des opportunités d'apprentissage. C'est ce que proposent les deux études de cas suivantes présentées par *En Bref*.

Alyson Brody est animatrice principale du pôle genre de BRIDGE. Elle est membre du groupe Genre et Sexualité de l'Institut d'Études sur le Développement (IDS) du Royaume-Uni. Elle est joignable à l'adresse suivante : A.Brody@ids.ac.uk.

Le droit à l'alimentation au Gujarat : comment l'organisation au niveau local contribue au changement au niveau national

Sejal Dand et Georgina Aboud



Audience publique et manifestation pour le droit à l'alimentation au Gujarat, 2014
Photographie : ANANDI

« Avoir le droit en tant que femmes à une carte de rationnement ne nous permet pas seulement d'obtenir des céréales ; c'est aussi une reconnaissance de notre contribution au sein de la famille, de la communauté et de l'Etat. Nous sommes désormais entendues. »

– Kesliben, de Devgadhi Baria

L'Inde est l'un des pays au monde où sévit le plus l'insécurité alimentaire ; et pourtant, récemment encore, la fourniture de produits alimentaires par l'Etat était considérée comme une forme d'assistance sociale et non un droit pour chaque citoyen-ne. En 2001 cette façon de voir a commencé à changer : une pétition adressée à la Cour Suprême de l'Inde soutenait en effet l'idée qu'il fallait utiliser les réserves d'excédents alimentaires du pays pour protéger la population de la faim. Pour cela il fallait développer et renforcer le système public de distribution de produits alimentaires. C'est ainsi que fut lancée la Campagne pour le Droit à la Nourriture¹. Dans l'étude de cas suivante est présentée une partie de l'histoire du droit à la nourriture en Inde : comment deux groupes de femmes basés au Gujarat, ANANDI et Devgadhi Mahila Sanghatan (DMS)², se sont organisées au niveau local pour aboutir, au niveau national, à un plaidoyer en faveur d'une législation sur la sécurité alimentaire sensible au genre.

Un aspect de l'insécurité alimentaire : la question de l'égalité femmes-hommes

Le Gujarat, bien qu'il fasse partie d'une économie nationale à croissance rapide, connaît néanmoins une forte prévalence de la faim et de la malnutrition, à l'instar du reste de l'Inde. Par exemple, au Gujarat 51,7% des enfants souffrent de retard de croissance, et 69,7% d'anémie (Institut International des Sciences de la Population et al. 2007). Pour les DMS, dont les membres sont des femmes des communautés tribales³, la sécurité alimentaire est une priorité. Du fait de la perte du contrôle des forêts, de la réduction des surfaces de leurs terres et du manque d'emplois décentes, la faim sévit dans une grande partie des régions tribales.

Les systèmes d'approvisionnement ne suffisent guère à réduire le phénomène : les ressources dont ils disposent sont insuffisantes et leur mise en œuvre est inégale. Ils manquent également de transparence, de redevabilité et d'engagement communautaire. Beaucoup de femmes, généralement les plus pauvres, comme les femmes célibataires et les veuves, en sont totalement exclues. Ceci est dû en partie au fait que les femmes ne sont pas reconnues comme chefs de ménage ; or, sans ce statut, elles ne peuvent avoir accès aux allocations alimentaires. Les femmes des zones tribales sont peu impliquées dans les décisions relatives aux programmes alimentaires publics, alors qu'elles sont chargées de la production, du traitement et de la préparation des aliments au sein des ménages. En fait, la discrimination flagrante à laquelle elles sont confrontées suffit souvent à dissuader les femmes des zones tribales d'avoir affaire aux fonctionnaires chargés des opérations.

La recherche participative pour placer la faim au centre des politiques

Pour lancer une réflexion critique sur les causes de la faim qui sévit dans la communauté, ANANDI et les DMS ont dressé en 2004 une carte à grande échelle de l'insécurité alimentaire, à partir d'un processus participatif auprès de femmes des communautés tribales. Les résultats se sont révélés choquants : 74% des ménages ont déclaré souffrir d'insécurité alimentaire plus de six mois par an. Ces résultats ont également été une révélation pour la communauté au sens plus large. Au travers des groupes de paroles, les femmes ont exploré les causes profondes de la faim et des discriminations qu'elles vivaient en tant que femmes. Cela les a amenées à mieux comprendre pourquoi l'Etat du Gujarat ne parvenait pas à veiller à leur droit à la nourriture.

Durant le processus, les femmes tribales ont cherché à mieux connaître leurs droits concernant les plans alimentaires. Informées par le groupe ANANDI des arrêts de la Cour Suprême relatifs au droit alimentaire⁴, les femmes non alphabétisées ont mémorisé les textes de loi et ont pu affronter les prestataires de service peu coopératifs. Des collectifs de femmes au niveau du village se sont mis à surveiller la mise en œuvre des plans alimentaires, et à contester les fonctionnaires qui faisaient obstacle à leur bon déroulement. Résultat : les femmes ont réussi à améliorer la qualité de ces services.

1 La Campagne pour le Droit à la Nourriture est un réseau informel en Inde. Il regroupe plus de 500 organisations et réseaux qui luttent pour garantir le droit à la nourriture de manière novatrice, irréversible et universelle.

2 Le collectif féministe ANANDI a commencé son travail auprès des femmes en s'attaquant aux problèmes d'insécurité alimentaire en 1995 dans la région tribale du Gujarat. Ce travail a abouti à la mise en place de fédérations de groupes d'entraide de femmes au niveau du village, les Devgadhi Mahila Sanghatan (DMS). Actuellement ANANDI et les DMS travaillent ensemble : elles mobilisent les femmes autour de questions telles que l'eau potable, l'accès aux forêts, l'emploi et les salaires décentes, la violence contre les femmes et la sécurité alimentaire. Ainsi, ce sont elles qui fixent les priorités de développement de la région.

3 Les groupes classés 'tribus' constituent l'un des groupes les plus défavorisés de l'Inde, socialement et économiquement. Ceci est dû en partie à leur isolement, tant géographique que culturel, par rapport à la population générale.

« Lorsque je travaille du matin au soir, que mes enfants ont faim quand je les mets au lit, ce n'est pas moi qui ne fais pas mon devoir envers mes enfants ; c'est l'Etat et la société qui ne font pas le leur. Nous demandons à manger : ce n'est pas de la charité, c'est un droit. » – Lila Nayak, DMS

La mise à l'échelle de la campagne : du niveau local à celui de l'Etat du Gujarat

Les membres des DMS et d'ANANDI ont organisé les premières audiences publiques sur le droit à la nourriture au Gujarat pour partager, auprès des fonctionnaires, des communautés et des organisations de la société civile, les résultats de la cartographie qu'elles avaient établie. La documentation écrite était accompagnée des témoignages verbaux et de chansons qui exprimaient le ressenti des femmes tribales quant au vécu de la faim. En associant des modes locaux d'expression et des approches plus formelles, les femmes se sont données davantage de voix et d'assurance pour dénoncer l'apathie, la corruption et le mauvais ciblage des plans alimentaires. Elles ont également exigé la redevabilité de l'Etat du Gujarat.

Les audiences publiques et les actions communautaires de revendication du droit à l'alimentation ont alors été étendues à d'autres régions du Gujarat. Ceci a permis la création d'un réseau régional plus large d'organisations communautaires et d'ONG, l'Anna Suraksha Adhikar Abhiyan du Gujarat (ASAA). De 2004 à 2008, l'ASAA a organisé près de 70 audiences publiques qui ont mis en relief l'envergure du phénomène de la faim au Gujarat ainsi que les violations des arrêts de la Cour Suprême. Les médias ont assuré une couverture régulière de ces événements, et les conclusions des audiences publiques ont permis à la Cour d'Appel du Gujarat de mieux évaluer les plans alimentaires.

Exiger des politiques équitables du point de vue du genre

Les DMS ont alors fait campagne pour que les femmes soient reconnues détentrices de droits. Les audiences publiques avaient en effet révélé que les femmes étaient confrontées à des formes spécifiques de discrimination. D'après le système des allocations, n'avaient accès à la distribution publique des produits alimentaires que les personnes détenant une carte de rationnement. Celle-ci était établie au nom du chef de ménage – un adulte de sexe masculin, cela allait de soi. Les DMS ont fait campagne en faveur d'un système public de distribution universel, pour que les cartes de rationnement puissent être établies au nom des femmes. La campagne a montré comment les femmes contribuaient à la sécurité alimentaire du ménage, sous forme de travail rémunéré et non rémunéré, et a donné une meilleure visibilité aux ménages dirigés par une femme.

Cette campagne soutenue a permis une meilleure transparence de l'attribution des droits : c'est ainsi que le gouvernement du Gujarat a délivré 50.000 cartes de rationnement supplémentaires dans les districts tribaux, régularisé la distribution de céréales, et rendues publiques les listes des personnes qui y avaient droit. Le gouvernement du Gujarat a publié, malgré les réticences, un arrêté selon lequel les cartes de rationnement pouvaient être délivrées au nom de femmes. Ceci a été un progrès important, même si la carte de rationnement ne pouvait être délivrée qu'avec le consentement d'un père ou d'un mari.

La campagne nationale pour une législation sur la sécurité alimentaire

Conscientes de la nécessité de construire une volonté politique pour promouvoir la sécurité alimentaire pour tous-tes, les DMS et ANANDI ont rejoint la Campagne pour le Droit à l'Alimentation menée au niveau national. Celle-ci revendiquait une Loi sur la Sécurité Alimentaire qui traiterait de l'accès équitable à la terre, à l'eau et aux forêts, de l'emploi et des salaires décents, et de la fourniture universelle de produits alimentaires par l'Etat, grâce à des plans de nutrition pour les nourrissons, les enfants, les adolescents et les ménages. Les DMS ont joué un rôle important : elles ont mené auprès des décideurs, des élus et des fonctionnaires, un plaidoyer en faveur d'une Loi sur la Sécurité Alimentaire qui soit équitable en termes de genre. Au cours de cette campagne, on vit les femmes membres du mouvement quitter leur minuscule hameau des régions tribales pour manifester dans les rues de Delhi : c'était à l'image du chemin impressionnant qui les a menées de leur statut de 'bénéficiaires' des programmes alimentaires à celui de responsables de la définition des priorités.

Résultat particulièrement significatif de cette longue lutte, commencée au niveau local pour aboutir au niveau national : le vote en 2013 de la Loi sur la Sécurité Alimentaire Nationale. Centrée sur la fourniture de produits alimentaires par les autorités, la loi donnait à toutes les femmes enceintes le droit d'en bénéficier, et prévoyait des plans nutritionnels en faveur des nourrissons et des enfants. Elle allait aussi permettre la fourniture de semences subventionnées à 75% des populations rurales. Fait significatif, la loi a reconnu le statut de chef de ménage aux femmes et ordonné l'établissement des cartes de rationnement au nom du membre féminin le plus âgé du ménage. Pour reprendre les mots de Kesliben, une femme d'un certain âge, militante dans le domaine de la santé, à Devgadh Baria : « Avoir le droit en tant que femmes à une carte de rationnement ne nous permet pas seulement d'obtenir des céréales ; c'est aussi une reconnaissance de notre contribution au sein de la famille, de la communauté et de l'Etat. Nous sommes désormais entendues. »

Les prochaines étapes

A mesure que la loi s'est déployée, ANANDI et les DMS ont repris la mobilisation au niveau villageois pour qu'elle soit appliquée. Il s'agit maintenant de veiller à ce que le système public de distribution de produits alimentaires prenne en compte les plus pauvres, y compris les femmes pauvres, et qu'il soit appuyé par des investissements adéquats. La Loi sur la Sécurité Alimentaire ne traite que des droits à l'aide alimentaire ; ANANDI et les DMS mènent donc une campagne pour que les femmes paysannes obtiennent le droit à bénéficier des ressources productives, de la protection sociale et des services publics, de manière à contribuer à la sécurité alimentaire dans la région.

Les groupes de femmes tels qu'ANANDI ou les DMS constituent des exemples concrets qui démontrent l'importance et la force des mobilisations au niveau local. Cette expérience illustre aussi le rôle actif des femmes en faveur de l'égalité de genre et de l'égal accès de tous et toutes à l'alimentation.

Sejal Dand, militante féministe basée en Inde, travaille depuis 25 ans sur des programmes et politiques concernant les femmes rurales et les femmes tribales. Elle est joignable à l'adresse suivante :

sejaldand@gmail.com

Georgina Aboud est animatrice du pôle genre de BRIDGE. Elle est membre du groupe Genre et Sexualité de l'Institut d'Etudes sur le Développement du Royaume-Uni (IDS). Elle est joignable sur

G.Aboud@ids.ac.uk

4 Suite à la pétition initiale de 2001, la Cour Suprême de l'Inde a rendu une série d'arrêts : le droit à la nourriture a été reconnu comme un droit à la vie, dont la mise en œuvre devait se faire par l'élaboration de plans alimentaires. Les militantes se sont alors servies de ces arrêts pour s'organiser et revendiquer le droit à la nourriture pour tous-tes.

Les Maya Chorti : s'attaquer à l'insécurité alimentaire par une approche équitable du point de vue du genre

Georgina Aboud et Marcela Ballara avec la collaboration de Guadalupe Torres



Femmes Maya Chorti en 'groupe de réflexion'

Photographie : Guadalupe Torres

« Si je pouvais, je dirais aux femmes qu'il ne faut plus qu'elles se cachent dans leur coin... Maintenant nous devons nous lever pour dire ce que nous avons à dire, parce que nous sommes capables... d'être des mères, des travailleuses agricoles, de faire tout ce que nous avons décidé de faire. » – Rosario Lemus, participante au programme

Dans les municipalités proches de la frontière entre le Guatemala, le Honduras et le Salvador, où sévit la sécheresse, le Programme Forêts et Eau⁵ travaille en collaboration avec la population Maya Chorti, qui souffre d'insécurité alimentaire. Ce programme a pour objectif d'élaborer des modes de cultures vivrières écologiquement durables, résistantes au climat, et d'offrir aux femmes et aux hommes des opportunités génératrices de revenus. Il est unique de par l'approche holistique, équitable du point de vue du genre, qu'il a adoptée pour parvenir à la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Les défis du contexte Maya Chorti

Les Maya Chorti vivent de l'agriculture de subsistance, dont la précarité, associée à un climat de plus en plus imprévisible, est source de pénuries alimentaires et de

malnutrition. Dans certaines zones, 60% de la mortalité infantile est attribuée à de la malnutrition sévère. Ceci, auquel s'ajoute la montée du chômage dans les zones rurales, fait que de nombreux hommes migrent vers les villes voisines pour chercher du travail et envoyer à leur famille l'argent destiné à améliorer les revenus du ménage. Les femmes Maya Chorti sont ainsi laissées au village, où elles assument la plupart des tâches productives et reproductives, alors qu'elles n'ont qu'un accès limité aux ressources. Elles entreprennent des activités de jardinage, mais sont généralement confinées à un ensemble de rôles qui leur sont imposés, et qu'elles effectuent principalement au foyer. De ce fait, les femmes se sentent souvent très isolées, et les opportunités de participer à la vie communautaire, d'apprendre, d'acquérir de nouvelles compétences ou de diversifier leurs revenus sont extrêmement limitées.

D'après Perfecta Martinez, avant le Programme Forêts et Eau, les femmes avaient pour « unique occupation d'aider [leurs] maris... et de travailler à la cuisine ». Lucas, un autre participant au programme, ajoute que les femmes ne pouvaient pas faire entendre leur voix pour remettre en cause les structures patriarcales à l'origine de ces rôles, puisqu'elles « ne jouissaient guère d'opportunités... ni de libertés pour sortir de chez elles. Elles n'assistaient pas aux réunions. »

5 Le Programme Forêts et Eau est une initiative financée par la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ).

Comprendre l'importance de la famille

Bien que le programme Forêts et Eaux se soit engagé à assurer une participation égale des hommes et des femmes, il a été confronté à ses débuts à une faible présence des femmes. Du fait des normes sociales et des rapports de genre, les femmes en effet ne participaient que très peu aux activités agricoles. L'approche holistique adoptée par le Programme Forêts et Eau a donc d'abord cherché à approfondir sa compréhension des relations socioculturelles et des rapports de force au sein des ménages. Une analyse selon le genre a montré l'importance, à la fois culturelle et pratique, de la famille pour la survie tant des femmes que des hommes Maya Chorti⁶. Seule une véritable transformation des relations de genre au sein des ménages pouvait permettre la réalisation d'une plus grande sécurité alimentaire.

Stratégies pour une meilleure sécurité alimentaire et remise en cause de relations de genre inéquitables

Mise en commun de la réflexion des femmes pour changer les normes de genre

Promouvoir des approches agro-écologiques en changeant des normes de genre solidement enracinées exige la mise en place de stratégies délicates pour modifier les dynamiques familiales et améliorer la voix et la participation des femmes. Parmi ces stratégies figurent les 'cercles de réflexion'. Grâce à eux, pour la première fois, les femmes ont pu partager leurs sentiments et leur vécu par rapport à la santé, la nutrition, la sexualité et la violence, et lutter contre leur sentiment d'isolement. Les 'cercles de réflexion' ont été complétés par des ateliers sur le leadership et l'estime de soi. Des groupes ont été organisés pour visiter des potagers à domicile et effectuer des échanges, permettant aux femmes Maya Chorti d'apprendre et de s'inspirer de l'expérience d'autres paysans-nes.

Remise en cause des rôles de genre et mise en œuvre de l'agriculture agro-écologique

Pour renforcer l'apprentissage théorique et pratique des femmes, un projet spécial de culture de café 'à l'ombre' a été mis en œuvre à Quequesque, suivant un modèle d'agro-foresterie écologiquement durable. Le café pouvait ensuite être vendu par les ménages pour obtenir un revenu supplémentaire. Cette stratégie a permis de lutter contre les rapports de force inégaux au sein des ménages. Les partenaires étant invités à se joindre aux femmes dans leurs activités agricoles, cela a été un bon moyen d'encourager les hommes à reconnaître et à soutenir le travail des femmes.

Pour Rosario Lemus, une participante, ces stratégies ont apporté des changements positifs en profondeur dans sa vie familiale et pour elle-même : « Si je pouvais, je dirais aux femmes qu'elles ne doivent plus se tenir dans leur coin. Maintenant nous devons nous lever et nous exprimer, parce que nous sommes capables... d'être mères, travailleuses agricoles, de faire tout ce que nous avons décidé de faire. »

Un potager pour un régime diversifié et une alimentation nutritive

Chez les Maya Chorti, la malnutrition demeure un problème critique. Cependant, la composante « potagers à domicile » du programme encourage et soutient les femmes pour les amener à jouer un rôle plus actif, plus égalitaire, dans la culture d'aliments nutritifs. Grâce aux compétences nouvelles qu'elles ont acquises, à leur savoir-faire et à leur plus grande estime de soi, les femmes Maya Chorti disposent de potagers florissants à domicile. Ces potagers leur fournissent une bonne dizaine de variétés de légumes et de condiments : des radis, des choux, des aubergines,

des oignons, des carottes, des tomates, des laitues, de la coriandre et du persil... autant d'aliments nutritifs et diversifiés qui aident à lutter contre la malnutrition.

Diversifier les stratégies de revenus

Les changements intervenus dans la dynamique familiale ont également encouragé les femmes à diversifier leurs stratégies de moyens d'existence et à vendre les surplus de production obtenus du potager familial, ainsi que le café spécial de leurs parcelles d'agro-foresterie. Pour Perfecta Martinez, ceci est une contribution inestimable aux dépenses de son ménage : « Je cultive mes propres cultures, ce qui signifie que j'ai plus de pouvoir. Je ne me vois plus sans travailler, ça m'aide tellement. Aujourd'hui on vient m'acheter mes produits, on me félicite, et en plus je peux gagner un peu d'argent, ce qui me permet d'acheter des petites choses pour mon ménage. »

Assumer des rôles de leadership

Les femmes Maya Chorti ont acquis plus de visibilité, et ont appris à faire entendre leur voix : elles sont ainsi plus motivées à assumer davantage un rôle de leadership, afin de participer à la définition des politiques futures en matière de sécurité alimentaire. Grâce à l'assurance qu'elle a récemment acquise, Maria est devenue représentante, à un niveau de décision de surcroît, auprès du Mécanisme Municipal pour les Femmes (OMM). Il s'agit d'un service chargé de la promotion de la conscience de genre et de la participation des femmes aux plans, aux programmes et aux projets au sein de la municipalité locale. Le rôle de Maria consiste à veiller à ce que les besoins des femmes Maya Chorti, qui sont généralement peu représentées, soient entendus dans les projets de sécurité alimentaire. Les femmes demandent par exemple des moulins à blé, ou des réservoirs d'eau supplémentaires pour les aider à irriguer leurs cultures.

Leçons apprises

Le succès du Programme Forêts et Eau, qui a récemment obtenu un financement pour sa troisième phase, s'explique par son approche holistique qui considère que la sécurité alimentaire et nutritionnelle est indissociable d'un ensemble plus large de questions liées à la justice de genre, et par sa compréhension profonde du contexte Maya Chorti.

Ce programme démontre que la sécurité alimentaire et l'égalité de genre, ainsi que des pratiques écologiques saines, ne devraient pas être distinguées au point d'être traitées séparément. Seule une approche holistique de ces questions permet d'aboutir à un changement durable et à une sécurité alimentaire équitable du point de vue du genre.

Le succès du programme peut aussi être attribué au fait qu'il s'est attaché à comprendre véritablement les structures traditionnelles de la communauté ainsi que la manière dont celles-ci influent sur la sécurité alimentaire. Reconnaissant que le changement est un processus lent, les communautés elles-mêmes ont commencé à remettre en question ces structures traditionnelles, de manière subtile, en permettant à de nouvelles traditions, de nouvelles libertés, de s'introduire progressivement. Si l'égalité entre les femmes et les hommes ne se réalise pas du jour au lendemain, la population Maya Chorti a néanmoins commencé à bâtir les fondations d'une société nouvelle.

Marcela Ballara est de nationalité chilienne et suédoise. Elle a travaillé à la FAO, à l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO) et à l'ONU Femmes. Elle est actuellement basée au REPEM – Amérique Latine. Elle est joignable sur marcela.ballara@gmail.com, et sur son site internet personnel www.marcelaballara.cl.

Guadalupe Torres est experte en genre. Elle travaille depuis plus de dix ans sur l'Amérique Latine.

6 En langue Chorti la famille se dit *mactak*. Dans ce mot, *tak* vient de *takar*, qui signifie aide, assistance, coopération.

Références et lectures complémentaires

ActionAid International, CARE, Christian Aid, Concern Worldwide, Find Your Feet, Oxfam, Practical Action, Save the Children, Self Help Africa et University of East Anglia (2012) *What Works for Women: Proven approaches for empowering women smallholders and achieving food security (Ce qui marche pour les femmes : approches avérées pour donner du pouvoir aux petites exploitantes agricoles et réaliser la sécurité alimentaire)*, Londres : ActionAid et Ministère du Développement International, http://www.care.org/sites/default/files/documents/CC-2012-What_Works_for_Women.pdf

Site internet d'ANANDI : <http://www.anandi-india.org/> (consulté le 21 janvier 2015)

Andharia, J. et Hardik, N. (2012) 'Community Organisation and Community Research: Addressing Issues of Food in Security with Tribal Women' ('Organisation communautaire et recherche communautaire : s'attaquer aux questions de sécurité alimentaire avec les femmes des régions tribales'), in L. Goodson et J. Phillimore, (éd.), *Community Research for Community Participation from Theory to Method (Recherche communautaire pour la participation communautaire : de la théorie à la méthode)*, Bristol: The Policy Press

Chakravarty, S. et Dand, S.A. (2006) 'Food Insecurity in Gujarat: A study of two rural populations' ('L'insécurité alimentaire au Gujarat : étude de deux populations rurales'), *Economic and Political Weekly*, 3 juin 2006, http://www.academia.edu/1772563/Food_insecurity_in_Gujarat_A_study_of_two_rural_populations

Comité sur la Sécurité Alimentaire Mondiale (2013) *Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition*, Rome : Comité sur la Sécurité Alimentaire Mondiale, http://www.fao.org/fileadmin/templates/cfs/Docs1213/gsf/GSF_Version_2_EN.pdf

De Schutter, O. (2014) *Rapport final : le potentiel de transformation du droit à l'alimentation*, New York : Assemblée Générale des Nations Unies, http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/RegularSessions/Session25/Documents/A_HRC_25_57_ENG.DOC

Commission Economique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (ECLAC) (2014) *Guaranteeing indigenous people's rights in Latin America (Garantir les droits des peuples indigènes en Amérique Latine)*, Santiago: Nations Unies ECLAC, http://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/37051/S1420402_en.pdf?sequence=1

Food and Agriculture Organization (FAO) (2014) *Etat de l'insécurité alimentaire dans le monde : renforcer l'environnement favorable à la sécurité alimentaire et la nutrition*, Rome : FAO, <http://www.fao.org/3/a-i4030e.pdf>

FAO (2012) *Etat de l'insécurité alimentaire dans le monde : La croissance économique, nécessaire mais non suffisante pour accélérer la réduction de la faim et de la malnutrition*, Rome : FAO, <http://www.fao.org/docrep/016/i3027e/i3027e.pdf>

FAO (1996) *Déclaration de Rome sur la Sécurité Alimentaire*, Sommet Mondial sur l'Alimentation, 13-17 novembre 1996, Rome : FAO, <http://www.fao.org/docrep/003/w3613e/w3613e00.htm>

Site internet de la Campagne Indienne sur le Droit à l'Alimentation : <http://www.righttofoodcampaign.in/> (consulté le 16 janvier 2015)

Institut International pour les Sciences de la Population (IIPS) et Macro International (2007) *National Family Health Survey (Etude Nationale sur la Santé Familiale - NFHS-3), 2005-06 : Inde : Volume I*, Mumbai: IIPS

Plan Trifinio (2014) *Documental sobre Género del Programa Bosques y Agua*, <https://www.youtube.com/watch?v=LkEpOzeAwH4> (en anglais), https://www.youtube.com/watch?v=fP_GDo3eZis (en espagnol) (consulté le 16 janvier 2015)

Programme Alimentaire Mondial (2009) *PAM. Politique de genre pour la promotion de l'égalité hommes-femmes et l'autonomisation des femmes dans les défis relatifs à l'alimentation et la nutrition*, Rome : PAM, <http://one.wfp.org/eb/docs/2009/wfp194044-2.pdf>



Egalement disponible dans le Kit Actu' (Cutting Edge Pack)

sur « Genre et Sécurité alimentaire » : un panorama sur le genre et la sécurité alimentaire, synthétisant les principaux enjeux et donnant des exemples de stratégies efficaces, avec des approches prenant en compte l'égalité de genre et le développement durable. <http://www.bridge.ids.ac.uk/bridge-publications/cutting-edge-packs/gender-and-food-security>

En Bref est également disponible en anglais et en espagnol sur le site Internet de BRIDGE ou en version papier auprès de BRIDGE.



Dites-nous ce que vous pensez de ce numéro !

Courriel : bridge@ids.ac.uk

Ou écrivez à : BRIDGE, Institute of Development Studies, University of Sussex, Brighton BN1 9RE Royaume-Uni

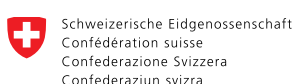
Fax : +44 (0)1273 915773



BRIDGE soutient les efforts déployés dans la sphère politique et sur le terrain en faveur du genre, en termes de plaidoyer et d'intégration transversale, en faisant le lien entre théorie, politique et pratique par une information accessible et variée sur les questions relatives au genre. BRIDGE est un service d'information et de recherche spécialisé sur le genre et le développement et fait partie de l'ensemble des services d'information basés à l'Institute of Development Studies (IDS) au Royaume-Uni.

Tous nos rapports, dont les Kit Actu' (Cutting Edge Packs), sont disponibles en ligne gratuitement. www.ids.ac.uk/bridge/

Le Programme Cutting Edge de BRIDGE, ainsi que la présente parution de *En Bref*, ont reçu l'appui financier de Irish Aid, de Direction du développement et de la coopération suisse (DDC) et du Ministère du Développement International du Royaume-Uni (DFID). Les opinions exprimées dans la présente publication ne reflètent pas nécessairement les politiques officielles des gouvernements de nos bailleurs de fonds.



Cette publication a reçu l'agrément 'Creative Commons Attribution 3.0 Unported Licence'. En d'autres termes, vous pouvez partager et copier librement le contenu, à condition de citer BRIDGE et les auteur-e-s de la version d'origine.

Merci à Mireille Rabenoro pour la traduction française.



Publié par l'Institut d'Etudes sur le Développement (Institute of Development Studies), 2015 © Institute of Development Studies

ISBN 978-1-78118-204-8